

Activité n° 21 : Politique de la ville et aménagement du territoire, hébergement et logement

Finalités	
Finalité 1	Suivi des conventions conclues –dispositif des adultes relais
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à on des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Agents
	Usagers
	Parfois huissiers
	Bailleur
	Partenaires (collectivités)
Catégories de données traitées	
	Données d'état civil et coordonnées postales et téléphoniques
	Vie personnelle (situation familiale, composition du foyer, logement occupé)
	Vie professionnelle (métier exercé, fonction ou poste, autres éléments contenus sur le cv et, pour les délégués du préfet, affectation territoriale, convention signée, date de prise de fonction, date de fin)
	Données d'ordre économique et financier (situation

Préfecture de l'Orne

	économique-revenus ; montant de la dette locative et autres dettes – dossier Banque de France - du foyer faisant l'objet d'une mesure d'expulsion et rapport d'enquête fait par les services sociaux)
	Données sensibles : parfois données de santé (connaissance des pathologies en cas d'expulsion locative)
Catégories de destinataires	
	Service interne ; les délégués du préfet
	Forces de l'ordre
	Bailleurs ou propriétaires
	Huissiers
	Personnes concernées
	Conseil départemental ; DDI
	Comité des financeurs (région, ddi, chambres consulaires etc.) et participants aux réunions pour l'action cœur de ville
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	<i>A préciser dans la mesure du possible</i>
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	